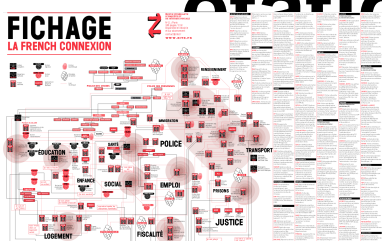


<https://ricochets.cc/Chronique-du-systeme-policier-francais-etat-de-droit-a-geometrie-variable-terrorisme-etat-tique-surveillance-de-masse-brutalites-mutilation-fichages.html>



Chronique du système policier français : état de droit à géométrie variable, terrorisme étatique et policier, surveillance de masse, promotion des flics les plus brutaux...



Publication date: jeudi 6 mai 2021

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Où on voit, entre autre, que le fameux « état de droit » et la fumeuse « démocratie » dont les régimes autoritaires et leurs complices nous rabattent les oreilles à longueur de temps pour justifier la répression et la soumission sont une vaste fumisterie à géométrie variable, où les Etats, les technocrates et les puissants font ce qu'ils veulent en fonction de leurs intérêts du moment.

En PS, quelques liens pour aller plus loin dans la réflexion.



Chronique du système policier français : état de droit à géométrie variable, terrorisme étatique et policier, surveillance de masse, promotion des flics les plus brutaux... La nasse, mobile ou fixe, est devenue courante, bien qu'illégale la plupart du temps, mais la légalisation suivra bien sûr

" Les violences policières, ça n'existe pas dans un état de droit ". " Essayez la dictature ... "

è÷ Violences policières : le rapport qui accuse

L'Observatoire des pratiques policières de Toulouse a publié jeudi un rapport où il passe en revue le comportement des forces de l'ordre sur 150 manifestations ou rassemblements dans la capitale occitane.

- ▶ [Violences policières : le rapport qui accuse](#) -L'Observatoire des pratiques policières de Toulouse a publié jeudi un rapport intitulé « 4 ans après » où il passe en revue le comportement des forces de l'ordre sur 150 manifestations ou rassemblements dans la capitale occitane. Pour le collectif, l'enjeu est démocratique. Il répond à l'urgence d'un contrôle citoyen des politiques publiques à commencer par la sécurité. Un texte de 27 pages, à charge (...). Le risque existe-t-il de glisser vers des formes totalitaires de maintien de l'ordre ? Après quatre années d'observation sur le terrain, de documentation et d'analyse l'OPP répond par l'affirmative. Sauf à changer de logiciel.

ÑUn observateur des violences policières victime... de violences policières !

Communiqué de l'observatoire parisien des libertés publiques :

Le 1er mai, trois équipes d'observation couvraient la manifestation parisienne.

Un observateur filmant une compagnie de la BRAV-M a été délibérément agressé par un de ses membres. Des violences et de nombreux manquements au respect des libertés publiques ont par ailleurs été observés dans les pratiques de maintien de l'ordre lors de l'événement. Une note d'observation détaillée sera publiée prochainement.

- ▶ [Communiqué complet.](#)

Source vidéo : Vegone



Chronique du système policier français : état de droit à géométrie variable, terrorisme étatique et policier, surveillance de masse, promotion des flics les plus brutaux... Les mutilations infligées volontairement par de flics sont un moyen terroriste parmi d'autres de maintenir le système en place

40h de GAV pour rien

Marseille : un homme frappé par des policiers, puis tiré par les cheveux alors qu'il est menotté. Sa compagne gazé et projetée au sol... Après 40h de GAV ils ressortent libres avec un simple rappel à la loi - aucun délit donc !

► [Voir la vidéo](#) - Source vidéo : La Provence

(post de Cerveaux non disponibles)

ÑMARSEILLE

[Une nouvelle vidéo montre encore mieux la scène d'hier où un jeune mineur a été renversé par une moto de police](#), en marge d'un blocus. On y voit bien que la victime n'est absolument pas menaçante envers les forces de l'ordre, et que **le policier à moto décide volontairement de le courser et de lui foncer droit dedans !**

(post de Cerveaux non disponibles)

1ER MAI : TEMOIGNAGE D'UNE JEUNE VICTIME DE VIOLENCE POLICIERE, NTEMOIGNAGNE D'ARSINOË 16 ANS, 1ER MAI 2021Ñ

Samedi lors de la manifestation parisienne, la police a gazé, insulté, matraqué, frappé à coup de pieds Arsinoé, 16 ans. Cette lycéenne a ressenti le besoin d'exorciser ce moment choquant.

Elle nous a envoyé son témoignage pour diffuser un message de détermination. Pour elle, la jeunesse ne doit pas céder pas à la peur et l'intimidation, et continuer à lutter pour un monde meilleur. Témoignage.

Je suis Arsinoe, j'ai 16 ans.

Cela fait maintenant 3 ans que je suis militante, avant ce 1er mai 2021, je n'avais jamais eu de problèmes. J'ai toujours été meneuse en avant, en tête des cortèges de manifestation, criant et chantant des slogans.

Ce jour là, je me dirige le coeur battant, vers la place de la République, pour me consacrer à mon activité préférée, le militantisme.

Je voulais protester contre les conditions de travail déplorables pour beaucoup de métiers peu valorisés. Pourtant une peur vient nouer mon ventre, mais je ne l'écoute pas, je me fonds dans la foule, je chante je crie, je lance des slogans, j'agite du fumigène rouge.

A un moment, je vois un jeune homme qui a du mal à tenir sa banderole, sur laquelle il était écrit « 35 heures c'est trop ».

Nous rigolons ensemble, l'ambiance est plutôt bon enfant.

Soudain les gens se bousculent, des cris d'effroi retentissent, la terreur nous submerge.

Je ne comprends pas, j'essaie de m'enfuir mais il est trop tard.

Je me retrouve brutalement par terre, piétinée par une trentaine de CRS et je reçois des coups de matraque.

Je vois flou, je protège mon visage des coups de matraque infligés par un agent de police, puis, activant un réflexe de survie, mon corps décide de faire tout pour sembler mort. Après m'avoir porté des coups sur les côtés de mes jambes, il place son pied sur ma trachée.

Là, j'ai peur, je pleure, je crie, j'appelle à l'aide je n'entends plus les insultes de l'agent, j'en fais abstraction, et je pense à Cédric, Cédric Chouviat.

Je pensais à lui à ce moment là, c'est ce qui m'a donné la force de m'échapper.

J'ai été aidée par des camarades à me relever, alors que la police tente une deuxième charge mais que je suis protégée par les médecins et les camarades.

On me prodigue des soins, du spray froid sur les côtes, on me compresse mes deux doigts cassés.

Le street medic qui s'occupait de moi, affolé par cette scène, part avec moi crier au CRS « Pourquoi vous faites ça à une femme de 16 ans ! » le policier acquiesce, et nous répond en nous aspergeant de sa bombe lacrymogène en plein dans les yeux.

Aujourd'hui j'en ressors à la fois traumatisée et j'ai une peur permanente des agents de police, CRS, BRAV...

Mais je garderai la force de me battre contre l'institution, j'ai au fond de moi des douleurs, au fond de mon coeur de l'injustice, de la colère, de la haine, de la rage, envie de hurler tellement elle est forte.

Je porte aujourd'hui une attelle pour des tendons cassés, des veines cassées, j'ai des hématomes de matraque placés sur les côtes, peut-être indélébiles, et peut être une opération des doigts si mes tendons ne se réparent pas

Si je parle aujourd'hui, c'est pour dire que la violence policière existe.

Elle existe sous toutes les formes et elle n'est qu'une institution qui pratique la répression de manière très organisée. Nous manifestants, pacifistes ou non, sommes les premières cibles, car notre seule présence est une désobéissance civile à leurs yeux.

Mais je n'arrêterai de manifester que lorsque ils auront coupé mon dernier souffle.

Arsinoé 16 ans

3 mai 2021

Crédits vidéo AB7 Média, Yazid Bouziar, Brut
([post sur Cerveaux non disponibles - VIDEO](#))



Chronique du système policier français : état de droit à géométrie variable, terrorisme étatique et policier, surveillance de masse, promotion des flics les plus brutaux... Parfois, des flics chutent tous seuls, ou font l'objet de représailles et résistances

Brutalité policière : mutilation par LBD d'un jeune au mépris de toutes les règles d'engagement

- ▶ [Impunité policières : les images accablantes du tir de LBD qui a mutilé Adnane Nassih pour rien ! Le policier toujours en service](#) (avec vidéo explicative)

Dans l'Essonne, le 22 février 2020, un policier de la BAC a éborgné un jeune homme de 19 ans ne présentant aucun danger. L'affaire n'a pas fait la une des médias TV et l'agent mis en examen n'a écopé pour l'heure d'aucune sanction.

Pourtant la reconstitution faite par Libération montre la réalité d'un véritable abus policier.

A partir de 23h les caméras de la ville de Brunoy permettent voir les événements. De ces images Libération a fait réaliser une modélisation 3D et une analyse de la scène.

Sans aucune raison évidente le policier fait usage de son LBD contre Adnane Nassih.

Lecture

[Violences policières : les images accablantes du tir de LBD qui a mutilé Adnane Nassih](#) par

[Libération-Â»<https://www.youtube.com/c/liberation>]

<https://youtu.be/O0-9ELO2xiY>

Le policier Yann T. a éborgné gratuitement Adnane Nassih.

Ensuite, il a menti ainsi que ses collègues.

Même s'il est mis en cause par la justice, il peut toujours compter sur le soutien de sa hiérarchie.

L'impunité, c'est ça ... %

(Via Libération)

Les prisonniers se feront eux-aussi mutiler par LBD !

- ▶ [Livraison de LBD dans les prisons d'Auvergne-Rhône-Alpes](#) - Depuis la fin de l'année 2020, l'intégralité des prisons de la région pénitentiaire de Lyon sont équipées de lanceurs de balles de défense (LBD). Une décision qui

fait grincer des dents jusqu'au sein de l'administration pénitentiaire. D'une plus-value contestable au regard des armes déjà disponibles, ce déploiement illustre surtout la priorité donnée à une approche ultra-sécuritaire. Et vient souligner en creux l'absence de moyens mis sur l'humain et le dialogue.

(...) « On a un rôle d'éducateur sur la coursive, c'est le plus intéressant, mais on délaisse tout cet aspect de communication, de gestion de groupe, de désamorçage des conflits pour mettre l'accent sur de nouvelles armes », explique Jean. (...)

Ñ DE QUOI CE 1ER MAI EST-IL LE NOM ?

Depuis samedi, l'attaque du SO de la CGT par d'autres manifestants a fait couler beaucoup d'encre.

Il déchaîne les passions et déchire les fronts de résistance face au pouvoir qui, lui, se frotte les mains. Plutôt que d'apporter une nouvelle tribune pour distribuer les bons et mauvais points, nous relayons la très bonne analyse de Samuel Hayat.

Chercheur au CNRS et lui même syndiqué (Solidaires), il propose de prendre un peu de hauteur pour comprendre l'évolution de la situation des manifestations en France depuis plusieurs années :

Quelques éléments socio-historiques pour comprendre les heurts entre autonomes et service d'ordre (SO) de la CGT le 1er mai - heurts qui révèlent une crise profonde et durable de la forme-manifestation.

D'abord il faut comprendre que la manifestation telle qu'on la connaît (un défilé pacifique et encadré sur un parcours négocié entre organisations et préfecture) est un mode de protestation qui n'a rien de naturel, il a une histoire, et elle est assez récente. En France, les premières manifestations de masse encadrées par des organisations ont lieu dès 1848, mais c'est surtout la 2e manifestation Ferrer, le 17/10/1909, après un défilé réprimé dans le sang, qui voit la 'manif' prendre sa forme actuelle. L'idée est simple : pour être légale, une manifestation est négociée et encadrée, et les organisateurs s'engagent à y maintenir l'ordre, notamment avec un SO qui fait la police dans le cortège, en étroite collaboration avec les forces de l'ordre.

Cette forme-manifestation a été si bien intégrée par les organisations et par la police que tout ce qui en sort (manifs non déclarées, détournées, éclatées en petits groupes) pose de sérieux problèmes de maintien de l'ordre (cf les 1res manifs des Gilets jaunes). Mais surtout, cette naturalisation de la forme-manifestation par les organisations crée un fossé entre la culture manifestante des militant.e.s organisé.e.s et les pratiques des militant.e.s autonomes, qui ignorent, critiquent, détournent ou refusent les codes de la manifestation. Le 1er mai 2021 à Paris, on en a vu un exemple frappant : le SO de la CGT veut maintenir l'intégrité du cortège et donc empêche le reflux des manifestant.e.s du 'cortège de tête' gazé.e.s par la police, puis les dégage de la place de la Nation pour que leurs camions passent.

Pour certain.e.s autonomes, ces pratiques relèvent de la collaboration avec le pouvoir, et révèlent un privilège des syndicats (notamment le droit d'avoir matraques et gazeuses) et... c'est vrai ! Mais c'est comme ça que s'est construite et imposée la forme-manifestation. D'un côté, on a le SO de la CGT qui fait ce qu'il fait depuis plus d'un siècle : il encadre, en collaboration avec la police, et parfois violemment, une manifestation de masse. De l'autre, des autonomes pour qui cette collaboration est insupportable. Le fossé est immense.

Notons qu'il n'y a rien de nouveau ici. Ces heurts sont aussi vieux que la forme-manifestation. Mais aujourd'hui les rangs des autonomes grossissent, sur fond de désaffection des organisations, et surtout de changement d'attitude du pouvoir, qui fragilise la forme-manifestation. En effet, la forme-manifestation, pour être efficace, suppose que la police accepte que le maintien de l'ordre dans la manif soit fait essentiellement par les organisations, et que le pouvoir accepte d'écouter les manifestant.e.s même quand le défilé est pacifique.

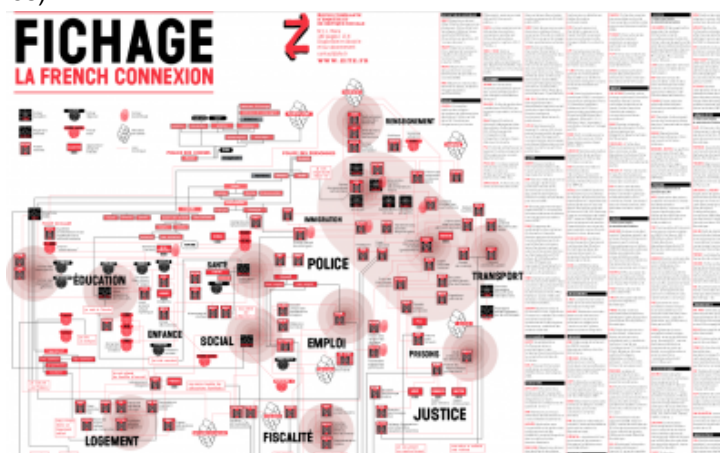
Or ces deux conditions sont mises à mal. La police intervient de plus en plus au sein des cortèges, et les organisations l'acceptent. Et surtout, le pouvoir se contrefiche ostensiblement des manifestations. Il n'y voit plus une menace. "Ce n'est pas la rue qui gouverne".

Pour que la forme-manifestation fonctionne, il faut qu'elle fasse peser la menace d'un déferlement populaire, contenu par les organisations et l'autocontrôle du peuple. Cette menace suppose que tout le monde joue le jeu et "y croit". Le pouvoir ne le fait plus, plus du tout. Dans ces conditions, on comprend mieux les autonomes, que ce soit des militant.e.s aguerris.e.s ou des nouveaux et nouvelles venu.e.s : il s'agit de revivifier la menace d'une révolte, qu'un siècle de défilés encadrés et policés a émoussé. Il faut refaire peur au pouvoir.

Si les organisations, notamment syndicales, veulent se faire les garantes de la forme-manifestation, il va falloir négocier ferme pour 1) qu'arrête le harcèlement policier des manifestations et 2) que les manifestations pacifiques aient un effet sur le gouvernement. Sans cela, le refus de la forme-manifestation par la revivification de la révolte va attirer toujours plus de monde, et désormais le mouvement social se fera non seulement hors des organisations, mais contre elles. Le 1er mai 2021 est un avertissement qu'il faut prendre au sérieux.

Samuel Hayat.

(sur Cerveaux non disponibles)



Carte des systèmes de fichage, policiers ou autres Chronique du système policier français : état de droit à géométrie variable, terrorisme étatique et policier, surveillance de masse, promotion des flics les plus brutaux...

Ficher pour mieux régner

Compte moral, sommier, registre, répertoire, casier et finalement « traitement de données à caractère personnel » : le vocabulaire est foisonnant pour décrire l'arme de basse intensité qu'est devenu le fichier dans l'arsenal répressif. Le système disciplinaire du capitalisme sécuritaire a toujours eu besoin d'ingrédients techniques pour contraindre les corps indociles à la bonne marche de l'ordre social. Si les fichiers clients ou les « profils » prospèrent aujourd'hui dans le marasme du Big Data, l'État puissant, qu'il soit monarchique, impérial ou républicain, s'est toujours évertué à étiqueter méthodiquement ses sujets afin de préserver son pouvoir de domination.

L'informatisation effrénée des modes de vie depuis cinquante ans alimente une sorte de fatalité dans notre capacité à vivre avec cette toile d'araignée qui nous relie à la grande inquisition policière. « On est fiché partout, c'est trop tard, à quoi bon se révolter ? » On pourrait bien entendu différencier les fichiers dits « commerciaux » (liant les consommateurs aux marchands), qui reposent soi-disant sur leur consentement préalable, les « casiers » administratifs socialement contraints (liant les usagers aux administrations), incontournables pour obtenir une prise

en charge ou une prestation sociale, et ceux strictement obligatoires de la répression. Mais quelle que soit la finalité d'un fichier, les arguments et les artifices déployés pour faire accepter leur omniscience se ressemblent et ont même tendance à se confondre. Ils participent tous d'une même logique disciplinaire : être « reconnu » par le système, au sens propre (identifié) comme au figuré (considéré).

Un rapport parlementaire d'octobre 2018 porte à 106 le nombre de « fichiers à disposition des forces de sécurité » à€" police, justice, prison, renseignement. Il y a les bases des données d'identification, d'antécédents policiers et judiciaires, ceux spécifiques à la police de l'immigration, les dossiers individuels de chaque lieu de détention, et puis les registres plus ou moins clandestins entretenus par les agences de renseignement.

(...)

- ▶ La suite de cet impressionnant dossier "récapitulatif" sur [Ficher pour mieux régner](#)

- ▶ [La carte du fichage en France, tout y passe](#)



Carte détaillée de Désarmons-les sur tous les fichiers de police au sens large L'esprit policier, le système policier, est infiltré partout



Chronique du système policier français : état de droit à géométrie variable, terrorisme étatique et policier, surveillance de masse, promotion des flics les plus brutaux... Des dispositifs militaires pour faire peur et réprimer des manifestant.e.s

Le Conseil d'État valide durablement la surveillance de masse

- ▶ [Le Conseil d'État valide durablement la surveillance de masse](#) - Le Conseil d'État vient de rendre une décision qui restera une tache indélébile sur la plus haute juridiction administrative et sur la France. Au mépris le plus total du droit européen, il a refusé d'appliquer l'arrêt de la Cour de justice de l'UE (CJUE) qui, en octobre 2020, estimait que tant le droit français du renseignement que l'obligation de conservation généralisée et indifférenciée de l'ensemble des données de connexion (IP, localisation, etc.) étaient contraires aux droits fondamentaux. Ce faisant, le Conseil d'État isole la France dans son Frexit sécuritaire et libère les renseignements français des principes de l'État de droit.

(...)

Le Conseil d'État autorise la conservation généralisée des données de connexion en dehors des situations exceptionnelles d'état d'urgence sécuritaire, contrairement à ce qu'exigeait la Cour de justice de l'UE dans sa décision du 6 octobre 2020 contre la France. Pour arriver à une conclusion aussi brutale, le Conseil d'État a réinterprété la notion de « sécurité nationale » pour l'étendre très largement au-delà de la lutte contre le terrorisme et y inclure par exemple l'espionnage économique, le trafic de stupéfiant ou l'organisation de manifestations non-déclarées. Ainsi, il peut conclure que la sécurité nationale est systématiquement menacée, justifiant le contournement permanent des garanties protégeant les libertés fondamentales et ce même en dehors des périodes officielles d'état d'urgence, soumises à un contrôle démocratique (aussi théorique soit-il).

De même, le Conseil d'État permet la communication des données de connexion à la police pour n'importe laquelle des finalités comprises dans cette notion délirante de « sécurité nationale », alors que la CJUE exige que cette mesure de surveillance soit limitée à la seule lutte contre la criminalité grave.

Cette décision traduit le blanc-seing donné par le Conseil d'État au gouvernement et aux services de renseignement. Reléguant le droit à la vie privée, à la sûreté ou à la liberté d'expression à une pure déclaration de principe dénuée d'effectivité, le Conseil d'État confère à la sacro-sainte sécurité nationale une définition si monstrueuse qu'elle lui permet d'annihiler le reste des droits fondamentaux. Aujourd'hui, il a durablement inscrit dans le droit français le renversement de principe en matière de surveillance : tout le monde est suspect, de tout.

(...) Dans une Union européenne menacée par des poussées autoritaires et nationalistes, la France vient de créer un sinistre précédent dans la négation des droits fondamentaux promus en Europe depuis la fin de la dernière guerre mondiale. Désormais, chaque État membre et au-delà pourra aisément suivre l'exemple français et s'abriter derrière n'importe quelle « sécurité nationale » pour se délier de ses obligations internationales et de l'État de droit.

Six ans de procédure pour voir le Conseil d'État piétiner sans gêne ni hésitation l'ensemble des arguments juridiques qui auraient dû s'imposer à lui. Ne le cachons pas : la défaite est si amère que nous peinons à comprendre comment poursuivre cette lutte sur le plan juridictionnel. Devons-nous encore opposer à l'État un droit dont il ne cherche même plus à tirer sa légitimité ?

ALORS GRASLIN, ÇA GAZE ?

- ▶ La place Graslin noyée dans les gaz par la police

Alors que le cortège de tête autonome, très fourni aujourd'hui, quittait la place Graslin pour continuer de manifester dans les beaux quartiers, la police a copieusement gazé la totalité de la place, pleine de manifestants : Prises de paroles coupées, syndicalistes asphyxiés, enfants traumatisés.

La barbarie et la violence est toujours du même côté : celui des « forces de l'ordre », du pouvoir, du fascisme. Si quelques personnes qui manifestaient ont cru bon de dénoncer le cortège autonome, et l'accuser d'avoir « gazé des enfants », personne n'est dupe : les torts sont policiers.

C'est toujours la police qui décide du niveau de violence, c'est toujours la police qui vient gâcher la fête, c'est la police qui n'aime les manifs que d'extrême-droite. C'est la police qui tient les armes, et s'en sert lorsqu'on veut reprendre la rue.

Tout le monde aujourd'hui, dans le cortège de tête comme dans le reste de la manifestation, souhaitait passer une belle après-midi du premier mai, que ce soit en continuant la manifestation ou en construisant les luttes futures place Graslin, dans le respect de la pluralité des pratiques et en veillant à la sécurité des différentes personnes.

Désarmons la police, reprenons la rue, le premier mai et tous les jours de l'année !

(post de Nantes Révoltée, [avec VIDEO](#))



Chronique du système policier français : état de droit à géométrie variable, terrorisme étatique et policier, surveillance de masse, promotion des flics les plus brutaux... Surveillance de masse à l'aide de caméras, algorithmes et logiciels

%Paroles d'un manifestant du 1er Mai %

« Les néo-gaullistes et les socialistes ont mené à la ruine de la France... Les policiers ne protègent que les ennemis du peuple... En 40 ils ont servi la gestapo... Actuellement c'est eux qui portent la violence ! »

(sur Cerveaux non disponibles)

FASCISME D'ETAT

Alors qu'en Allemagne et au Royaume-Uni, les gouvernements suspendent, démantèlent et condamnent les policiers néonazis, la France promeut ses forces de l'ordre les plus radicalisées.

Pendant la répression brutale du mouvement social des gilets jaunes, les fonctionnaires de police les plus violents étaient médaillés et remerciés. En Juillet dernier, un flics arborant un blason néonazi était promu brigadier-chef. Il y a deux jours, on apprenait que le commissaire Grégoire Chassaing, adepte du black-face, réactionnaire notoire, et responsable de la mort de Steve obtenait le poste de directeur de la police de Clermont Ferrand.

Extrême-droitisation des débats, lois sécuritaires, promotion des nervis fascistes au sein de l'institution policière, le gouvernement Macron porte la pleine responsabilité de la montée du Fascisme en cours. C'est dans la rue que nous ferons barrage à l'extrême-droite, pas dans les urnes.

(post de Nantes Révoltée)



Chronique du système policier français : état de droit à géométrie variable, terrorisme étatique et policier, surveillance de masse, promotion des flics les plus brutaux... Le fichage des opposant.e.s et autres ne date pas d'hier

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE : C'EST FINI

POLICE NATIONALE = MILICE DU CAPITAL
TERRORISTES ET FOUTEURS DE MERDE

La journée avait pourtant bien commencé. La manif déclarée du matin était festive, joyeuse. Quelques enfants même, de retour après l'accalmie des violences policières depuis janvier, et pour ce premier mai.

Il y avait bien une dame avec un panneau pour « défendre sa liberté d'expression ». J'ai eu envie de lui dire que c'était peut-être pas le meilleur moment pour exiger son droit à l'islamophobie, étant donné que les urnes depuis 40 ans nous prouvent la montée de l'extrême-droite... Et que si leurs idées sont comme un virus, elle en était peut-être la porteuse (asymptomatique certainement), qui allait convaincre (sans le savoir) sa boulangère de voter Bertrand plutôt que Macron.

Puis j'ai laissé tomber, et j'ai manifesté pour l'essentiel, près des copains de la rue qui répandaient la joie, en nous faisant chanter et danser.

Ensuite, j'ai souhaité me rendre au rassemblement suivant : qui n'avait simplement pas été déclaré en préfecture. Avec sensiblement les mêmes mots d'ordres : des droits sociaux pour tous et toutes, retrait de la réforme contre les chômeurs et pour la précarité, taxer les profiteurs de crise, des moyens pour les services publics, etc.

Mais visiblement : l'état français ne supporte plus la contestation sociale et la critique.

En effet, tous les a

ccès au donjon du capitole, étaient fermés par des barrages de CRS et de gendarmes mobiles. Ils contrôlaient tout le monde : tout-le-monde.

Un dispositif hallucinant et d'une proportion démesurée.

Il faut rappeler ici leurs méthodes du mois de décembre dernier : relever les identités des personnes qui ressemblaient à des gauchistes, puis les menacer de leur envoyer une amende, si ils étaient encore là 20 minutes plus tard, au moment des dispersions qui allaient, selon eux inévitablement : advenir.

Il faut faire aussi un bref rappel à la loi : interdire « de fait » une manifestation, sous le seul prétexte qu'elle n'est pas déclarée en préfecture : c'est illégal. Mais le préfet et ses hommes de main n'auront pas de mal à inventer d'autres prétextes fallacieux, soyons en sûrs.

Ces extrémistes ultras violents au manettes ne veulent clairement plus de la gauche et de ses discours dans notre pays : c'était encore démontré comme une évidence aujourd'hui.

Et c'est contraints et forcés donc, que nous circulons dans le quartier pour essayer de retrouver les quelques camarades qui refuse de se laisser faire par la terreur d'état. Nous croisons avec stupéfaction des dizaines et des dizaines de camionnettes de gendarmes et CRS à tous les coins de rue, lourdement armés : fusils mitrailleurs, fusils LBD à plusieurs coups, etc.

Et leurs fameux complices des BACs, aux yeux rougis par la haine et l'adrénaline : prêts à fracasser du crâne de « gauchiste », et plausiblement frustrés par leur matinée.

Ambiance.

Éloignés du centre-ville piéton par ces fous furieux donc, un modeste cortège s'élance, peu nombreux mais déterminés à faire entendre la voix de la contestation. On discute comme le matin, loi sécurité globale, séparatisme, etc. Tambourins, guitares, cotillons : on ne veut pas d'une société totalitaire, alors on prend le boulevard, et on marche vers le métro François Verdier.

Et là, la fulgurance directe : « sommations » = grenades lacrymos dans la gueule.

Je tente alors d'obtempérer, en vue de me « disperser », et de rentrer chez moi, je me dirige vers la place Dupuy. Et je veux remercier le camarade qui a insisté et hurlé plusieurs fois vigoureusement : « levez la tête ».

Parce qu'il est pas loin de m'avoir vraiment sauvé la vie : j'ai pu me positionner entre deux grenades qui arrivaient de haut, en rangs serrées, pour tomber à mes pieds.

Il faut dire que j'étais aussi préoccupé de voir la camarade quelques centimètres à côté de moi, faire de même : dans son fauteuil roulant électrique.

Voilà. J'ai pu rentrer sain et sauf.

Quelles conclusions ?

La terreur d'état ne m'empêchera pas de faire entendre ma voix.

Et oui la police française de 2021 est : terroriste.

(La définition légale d'un outrage ou d'une diffamation : c'est une distorsion de la réalité.)

Et toute personne qui travaille au ministère de l'intérieur aujourd'hui est complice. Depuis que je suis gamin, les seuls rapport que j'ai avec eux sont les insultes systématiques qu'ils m'ont envoyé. Donc le fantasme d'une « haine antiflic », je le laisse aux hommes blancs qui veulent garder bonne conscience en laissant la violence de cet état fachistoïde continuer de grandir dans des proportions... Hors normes, et injustifiables.

Les descendants des miliciens du capital et de la bourgeoisie, auront à rendre des comptes et à faire acte de contrition : quand cette page de l'Histoire que nous vivons sera terminée :

« Pourquoi grand-père il a collaboré sous Macron ??... »

Et enfin les spectateurs de la lutte, solidaires ou non, qui se pensent à l'abri... Quand votre placement familial sera épuisé, et que vos enfants, vos neveux et nièces viendront vous demander où vous étiez en 2021 ? Alors qu'ils vivront dans des caravanes comme aux USA, ou dans des bidonvilles comme au Chili : vous leur direz quoi ?

« Désolé ! On a cru que Jadot, Taubira, ou Hidalgo allait restaurer le dialogue social détruit totalement par Macron, mais on s'est fait vraiment bien avoir ! »

Allez, vivement la prochaine manif, j'espère qu'on y sera encore plus nombreux

Merci à toutes celles et ceux qui étaient là : vous êtes beaux, vous êtes belles.

Même quand vous n'êtes pas d'accord avec les autres camarades : je vous aime.

Ce qui prouve qu'on est meilleur que les extrémistes au pouvoir d'ailleurs, c'est que nous : on supporte la critique et le pluralisme, de fonds et de formes d

Et à la fin, soyez en sûrs, même si le chemin sera encore long avant que les autres se réveillent et nous rejoignent, on sera victorieux.

On tient bon

Sebseb.net [MC militant]

Censure possible de contenus en ligne en 1h, sans juges

Le règlement de censure terroriste vient d'être adopté sans vote par le Parlement UE.

Il permet la censure en 1h de contenus désignés comme terroriste par la police - ce qui avait pourtant été interdit par le Conseil Constitutionnel en 2020.

Lourde défaite après 2 ans de combats.

Nous en parlons la semaine dernière ici : [Lettre commune d'organisations françaises contre le règlement de censure terroriste](#)

Post de La Quadrature du Net

- Note : on voit que l'angle antiterroriste marche toujours aussi bien pour faire passer des dispositifs ultra-répressifs, qui ensuite sont étendus et utilisés pour des tas d'autres sujets, dont bien sûr la contestation du régime en place.



Chronique du système policier français : état de droit à géométrie variable, terrorisme étatique et policier, surveillance de masse, promotion des flics les plus brutaux... Comme Big Brother, l'Etat et ses flics essaient de tout surveiller et tout contrôler, d'étouffer préventivement, et d'écraser par la force si besoin

Ñ- L LOI SÉCURITÉ GLOBALE

...ou comment un petit article anodin pourra se révéler une arme judiciaire redoutable À L'ENCONTRE DE TOUTE LUTTE D'OCCUPATION, de terrains ou de squats de bâtis, en brandissant la menace de 3 ans d'emprisonnement et 45000 euros d'amende, pour peu que l'endroit soit jugé à vocation industrielle, agricole ou commerciale (ce qui couvre à peu de choses près tous les lieux qui font l'objet d'occupations en contestation de projets d'aménagement du territoire).

41ER MAI : DÉJOUER LE PIÈGE MÉDIATIQUE

Depuis ce weekend, c'est une véritable déferlante médiatique pour parler du 1er Mai. S'agit-il de parler de la réussite numérique de la mobilisation, plus de 100 000 personnes, malgré l'état d'urgence ? De la crise sociale sans précédent qui frappe la population ? De manifestations créatives aux mots d'ordres internationalistes et constellées d'hommages à la Commune ? De la répression désormais habituelle de cette date traditionnelle ? Rien de tout cela. Les médias, qui ne parlent jamais du 1er Mai, se précipitent pour raconter que les manifs auraient été « volées » par les désormais fameux « blacks blocks ». Selon une certaine presse, des « casseurs » auraient même « attaqué » le 1er Mai. Malheureusement, cette opération est reprise et amplifiée par certaines directions syndicales. La CGT 44 écrit par exemple que le 1er Mai a été « volé aux travailleurs ». Éléments de réflexion :

¡ Les personnes masquées et habillées de noir sont également des travailleurs et travailleuses, des chômeurs et des chômeuses, des précaires, mais aussi des étudiant.e.s, et parfois même des gens moins défavorisés. Exactement comme dans les cortèges syndicaux. Les travailleurs et travailleuses ne constituent pas un corps homogène qui pense et agit de la même façon. Il y a des diversités de pratiques, de mode d'action, de pensées, parmi elles et eux. Des niveaux de colère différents aussi. Le 1er mai appartient à celles et ceux qui luttent pour la justice sociale, du cortège de tête, aux lycéens et lycéennes, des étudiantes et étudiants, aux syndiqué.e.s et non syndiqué.e.s. Pas à une organisation.

¡ A Nantes, que s'est-il passé ? Un cortège internationaliste se trouvait à l'avant du défilé, laissant la banderole intersyndicale passer devant. Pendant le parcours, des tags fleurissent, les palissades de la préfecture sont

secouées, des vitrines étoilées et des tensions ont lieu avec le dispositif répressif. Qui tire une quantité impressionnante de gaz lacrymogène. En arrivant sur la place Graslin, fin du parcours officiel, le cortège de tête entame un second tour par la rue Crébillon. Il quitte donc la Place, pour permettre à toutes et tous de terminer la journée selon l'ambiance souhaitée : discussions et verres au soleil sur place ou poursuite de la manif ailleurs. Mais les gendarmes mobiles chargent rapidement, bloquent le cortège et provoquent l'affrontement. Ils envoient une salve continue de grenades lacrymogènes très puissantes sur toute la place, bien au delà de la rue concernée. Tout le monde se réfugie tant bien que mal dans les rues adjacentes, suffoquant, vomissant, tombant. Sur la place, un homme prend le micro et fustige les « casseurs qui ont foutu la merde ». C'est l'engueulade. Des membres du cortège de tête comme des syndicalistes s'interposent pour arrêter ce conflit absurde. Chacun reprend ses esprits, mais une altercation a eu lieu. Un syndicaliste a craché sur une femme identifiée comme « autonome » avant de la frapper au visage. C'est à notre connaissance la seule personne blessée à ce moment. Vous avez dit « non violent » ?

; La préfecture avait parfaitement rodé son piège. Au lieu de laisser partir le cortège de tête, elle l'a bloqué avant de gazer toute la place Graslin, provoquant un sentiment de rancœur. Il est clair que la préfecture avait écrit ce scénario. C'est bien la police nantaise, sur ordre, qui est responsable du gazage place Graslin. Comme du gazage de la fête de la musique en 2019 ou de la fête foraine, de la maternité ... Dans ces conditions, il est dommage d'emboîter le pas de la communication gouvernementale, alors qu'il y avait des milliers de personnes dans la rue pour célébrer les 150 ans de la Commune, une dimension internationale importante, un cortège Queer en tête...

; **Les médias préfèrent se concentrer sur ce qui divise. Ils choisissent également de ne pas parler de la répression.** Or, gazer comme l'a fait la police place Graslin est une véritable mise en danger d'autrui, surtout vu la puissance suffocante des gaz ce jour-là. De la même façon, les médias n'ont pas parlé des terribles charges policières à Paris et Lyon, des blessé.e.s, des interpellé.e.s, mais seulement des bagarres lamentables qui ont éclaté, souvent causées par l'attitude violente d'un Service d'Ordre Brutal. Comme s'il était normal que le 1er Mai, en France, soit réprimé. Joli tour de passe passe.

; **En bref, la communication gouvernementale est bien rodée et les médias font monter la tension délibérément. Qu'il y ait des débats entre les composantes du mouvement social est une réalité. Que le SO de la CGT ait déjà été violent envers les autonomes est également tout à fait vrai. Que le cortège de tête et la diversité de ses membres fassent des erreurs est incontestable. Mais la volonté affirmée par certaines directions syndicales de s'approprier le 1er mai, couplée aux tensions déjà existantes sur la question des modes d'action, a ouvert un boulevard au pouvoir pour imposer son récit et ne parler que de bagarres internes aux défilés. A présent, tout le monde politique y va de son petit soutien à la CGT : Schiappa, Borne, Dupont-Moretti... Manipulation grossière de ceux mêmes qui sabrent les droits sociaux et répriment les syndicalistes depuis des années !**

Le récit de cette journée a été imposé par le pouvoir. Renchérir, souvent sans avoir les éléments suffisants, c'est tomber dans la narration de l'ennemi. Face au fascisme qui montre chaque jours d'avantage ses crocs, au Régime policier et managérial, aux catastrophes imminentes : discutons, résistons, organisons nous.

(post de Nantes Révoltée).

COMMUNIQUÉ SUITE À LA MANIF DU 1er MAI

ÐQue s'est-il passé ce 1er mai à Lyon ?

¶ Un appel avait été fait pour former un bloc antifasciste, révolutionnaire et autonome, ouvert à toutes et tous. C'est pourquoi le Pink bloc a aussi rejoint ce cortège en tête de manif, ainsi que les jeunesses révolutionnaires, les gilets jaunes et toutes les personnes souhaitant un espace pour une pratique politique plus revendicative et offensive. Le tableau fait plaisir : de nombreuses personnes d'horizons sociaux et politiques différents se retrouvant autour d'une énergie collective déterminée.

¶ Le cortège se forme en déployant 5 banderoles à l'avant, plus deux banderoles du Pink bloc à l'arrière du cortège, toutes aussi belles les unes que les autres. Malgré la pluie, il y a une bonne ambiance, les chants anticapitalistes commencent à s'élever, les fumigènes à s'allumer et le cortège à avancer.

¶ Le bloc avance lentement pour rester compact et ne pas se détacher du reste de la manif. Au bout de 300 mètres, Jackie, leader de l'UD CGT de Lyon vient à l'avant de notre bloc et nous demande d'aller plus vite car ils n'arrivent pas à avancer. Le bloc accélère donc le pas mais nous réalisons que la CGT n'avance pas pour autant. Une personne vient nous voir et nous informe qu'elle aurait entendu un flic en civil, dire à un responsable de la CGT, qu'ils allaient procéder à des arrestations dans le bloc. Le bloc s'arrête pour attendre le reste de la manif, mais trop tard.

La manoeuvre entre CGT et police était déjà en place, un cordon de plusieurs dizaines de CRS encercle le bloc dans son dos.

Le bloc comprend qu'il est en train d'être nassé, les banderoles se retournent pour faire face à cette ligne de police mais nous sommes entouré-es.

¶ Immédiatement une première charge fonce dans le Pink bloc et leur arrache les banderoles. Le bloc explose suite aux percées de flics par devant, à l'arrière et sur les cotés en simultanée.

Les flics se replient aussitôt et le bloc se reforme pour se sécuriser. Il ressort les banderoles mais dans la foulée, une deuxième charge beaucoup plus violente est opérée.

La CGT, qui n'a toujours pas bougé de sa ligne, regarde le spectacle, cacahuètes à la main.

¶ Cette charge entraîne interpellations et plusieurs blessé.es dont deux femmes qui se font tirer au sol par la bac et voler leur portable. Leur tord ? Avoir filmé la charge des CRS depuis le trottoir. Mais pour les médias, la CGT et les autres, elles font surement partie des fameuses casseuses infiltrées.

Aucun-es militant-es ne méritent de subir de telles violences et encore moins celles et ceux qui filment les violences policières.

¶ Suite à ça, le bloc, sans banderole de protection et avec plusieurs interpellé-es est obligé de se replier dans le cortège syndical. Les violences subies et la trahison de la part de la CGT ne passent pas.

Une partie du bloc veut demander des compte au SO de l'UD CGT LYON mais ceux et celles-ci sont renvoyé-es de façon paternaliste, propre au SO de la CGT.

En effet, nous avons pu entendre "rentre chez ta mère trouver du travail", " dans quelle boite tu travailles hein, moi je travaille, moi je suis soignant " (pass d'humanité sorti à plusieurs reprises). Il y avait comme un relent de Zemmour et de Cnews dans la bouche de l'UD CGT Lyon. Nous n'avons rien à prouver. Nous n'achetons pas notre légitimité sur des déclarations. Nous luttons.

¶ Des provocations sont faites de part et d'autres et le service d'ordre commence à pousser violemment les gens du bloc.

S'en suit plusieurs échanges de coups avant qu'une charge de CRS vienne à la rescousse du SO et éparpille les militant-es du bloc sur tout le long du cortège syndical.

¶ Du coup, de petites actions sont entreprises le long du cortège comme quelques tags, attaques de banques et des cordons de police trop près du cortège. En somme, une réadaptation efficace qui a su garder une offensivité malgré

les trahisons de toutes parts.

C'est à ce moment-là qu'un militant Jeune communiste de la CGT deliveroo vient agresser un militant du bloc. Il leur reproche de mettre en danger des travailleur-es sans papiers de deliveroo venu-es manifester, en attaquant la police.

Les militant-e-s tentent de lui expliquer pourquoi ils et elles ont du remonter le cortège, que c'est à cause du SO de la CGT etc. Mais il ne laisse pas les militant-es du bloc s'exprimer, alors ceux-ci décident de s'éloigner en finissant par lui dire "tu veux pas nous laisser parler, alors nous aussi on s'en fou de ce que tu dis".

Le militant jeune communiste a alors transformé ces propos dans un communiqué sur des pseudos insultes racistes de la part du bloc. Pour rappel, se servir des sans papiers comme bouclier politique c'est de l'instrumentalisation et c'est dégueulasse. Considérer que des sans papiers ne sont pas capables de gérer un danger, c'est raciste et colonialiste. Mais pas étonnant venant d'hommes blancs de la JC Lyon.

¶ Les militant-e-s du bloc, dégoûté-e-s par cette manifestation, se disperseront rapidement en fin de manif.

Depuis, nous nous interrogeons sur les différents communiqués de l'UD CGT Lyon qui demande à la police d'être plus répressive ; sur les menaces de l'UCL ; sur les délires conspirationnistes de la CGT selon lesquels le bloc serait composé de flics infiltrés et de personnes issues de l'extrême droite.

Nous sommes également étonné-e-s que la CGT Lyon, l'UCL Lyon, la JC Lyon et la Jeune Garde Lyon n'aient communiqué aucun message de soutien aux personnes violentées par la police pendant cette manifestation. Pas de soutien non plus aux personnes interpellé-es dont un journaliste. D'ailleurs, au moment où nous écrivons, un des militants dort en prison en détention provisoire.

Cet oubli dans leur communiqué est très grave sachant que ces organisations se pavanaient dans les rassemblements anti-violence policière et contre la Loi sécurité globale, quand ceux-ci étaient encore instagrammables.

Quand pourrions-nous espérer de la part de prétendu.e.s « camarades » de gauche, syndicalistes et autres, un respect de la pluralité des moyens d'action dans la rue ?

Nous vivons l'une des périodes les plus répressives de ces dix dernières années. L'état français actuel est un gouvernement policier, dirigé par des cadres largués sur les questions sociales autant que sur la défense des droits des femmes et des personnes lgbtqia+, par des racistes et des islamophobes incompetents, seulement bons à restreindre les droits sociaux à coups de décrets et de lois plus liberticides les unes que les autres.

Si nous refusons de rentrer dans les rangs mesurés et pacifiés des cortèges d'organisations politiques moribondes ou bien folkloriques et virilistes (bien que les nôtres n'en soient pas complètement exemptés), ce n'est pas par gout puéril de la contradiction, mais bien parce que les urgences nous paraissent actuellement bien trop nombreuses et leurs conséquences trop graves.

L'heure ne peut pas être à la demi-mesure.

Nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre de rester soumi.e.s au calendrier politique de la CGT et consorts, ni nous contenter des maigres parcours que les préfectures veulent bien nous accorder, (ou bien docilement obtempérer lorsqu'elles interdisent nos manifestations). Les trop rares rendez-vous syndicaux traditionnels ne peuvent évidemment pas suffire à combattre la politique du gouvernement Macron/Darmanin, ni à endiguer la catastrophe que nous promet la propagation décomplexée d'idées d'extrême droite dans toutes les franges politiques du pays.

Nous, antifascistes autonomes refusons de calquer notre programme politique et nos comportements sur les exigences de la CGT en matière de manifestation. Notre objectif est révolutionnaire et notre lutte se construit de fait sur le long terme et ne peut tout simplement pas se calquer sur les seules dates de mobilisations décrétées par les syndicats.

Nous respectons les moyens d'action qui divergent des nôtres. Si la playlist habituelle de la camionnette de tête ou bien les slogans d'un lieutenant jouant du tambour et du mégaphone convient à certain.e.s, nous n'avons jamais empêché quiconque de les suivre. Mais quand ces dernier.e.s suivent le chemin d'une collaboration étroite avec la police, nous ne pouvons le tolérer. Aussi, quand ces mêmes organisations se permettent de mentir dans leurs communiqués officiels en nous accusant et nous menaçant, nous nous devons de le faire remarquer.

Quoi qu'il en soit nous resterons toujours déterminé.e.s à ne pas nous laisser écraser par quelconque force réactionnaire d'où qu'elle vienne. Emancipons nous des centrales syndicales, partis politiques, l'état et la police. Construisons l'autonomie ô©

Post de Groupe Antifasciste Lyon et Environs

NOTE : ce qui s'est passé à Lyon et Paris le 1er mai est peut-être en partie la conséquence de la volonté du gouvernement macroniste de "gérer" (étouffer et contrôler) beaucoup plus étroitement les manifs avec les organisateurs, en amont et tout le long du parcours, avec des policiers dédiés et présents non-stop ?

PS:

Réflexions complémentaires

Voici quelques articles glanés sur Ricochets qui tentent des analyses du phénomène policier en France et ailleurs :

- [Police et système policier : l'impossible réforme - La loi Sécurité globale n'est qu'un bout du sommet de l'iceberg](#)
- [Gilets jaunes : les mutilations et violences policières sont ordonnées et/ou couvertes par le gouvernement et la hiérarchie](#)
- [Dans ce système totalitaire et policier, faire peur est la fonction même de la répression](#)
- [Il n'y a pas de dérives sécuritaires, l'Etat capitaliste déroule juste sa planification industrielle](#)
- [Réflexions sur les traumatismes liés à la répression policière et étatique](#)
- [Maintien de l'ordre : l'Europe à l'heure de la répression](#)
- [En France, depuis Rémi Fraisse, le gouvernement assume de tuer ses opposants politiques, la démocratie est bien loin](#)